

**CONTEXTE ET METHODOLOGIE**

Des violences intercommunautaires ont éclaté en Décembre 2013 et provoqué le déplacement interne et transfrontalier de personnes. La République Centrafricaine continue de faire face à des niveaux élevés d'insécurité et de conflits violents entre différents groupes armés dans la majeure partie du pays, provoquant des déplacements nouveaux et prolongés.

En réponse à la crise, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a déployé sa matrice de suivi des déplacements (DTM) en Décembre 2013 pour collecter des informations clés sur les personnes déplacées internes et retournées, afin d'informer les acteurs humanitaires sur les conditions de vie des personnes vulnérables affectées par le conflit.

Les énumérateurs de la DTM sont régulièrement formés sur les exercices de collecte de données et la méthodologie de la DTM. Les données sont collectées par le biais d'entretiens avec des informateurs clés, en utilisant des questionnaires adaptés à chaque niveau administratif.

Le contexte sécuritaire très volatile et les incidents de sécurité demeurent les principaux défis en terme d'accessibilité et de couverture géographique. Ce **Dashboard** présente les informations collectées du **28 Mai au 17 Juin 2018** dans les 8 Préfectures de Bamingui-Bangoran, Bangui, Basse-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, et Ouham Pendé.

**RESUME**
**Couverture**

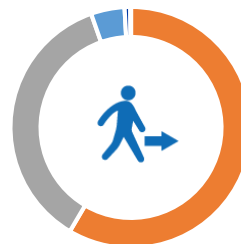
- 8** Préfectures
- 24** Sous-préfectures
- 923** Villages
- 36** Sites

**Déplacement**

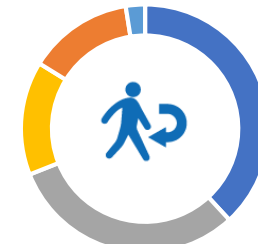
- 557,723** PDI
- 301,603** Anciens PDI (retournés)
- 86,838** Retournés d'autres pays

**Démographie**

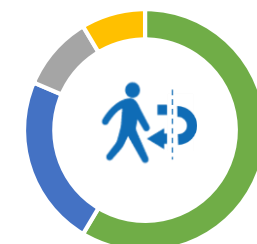
- 48%** Homme / **52%** Femmes
- 67%** Mineurs, dont **49%** < 5 ans
- Taille moyenne des ménages: **8**
- Abris**
- Familles d'accueil: **66%** de ménages
- Location: **25%** de ménages
- Sites/abris collectifs: **9%** de ménages

**RAISONS DE DEPLACEMENT ET RETOUR**
*Personnes Déplacées Internes*


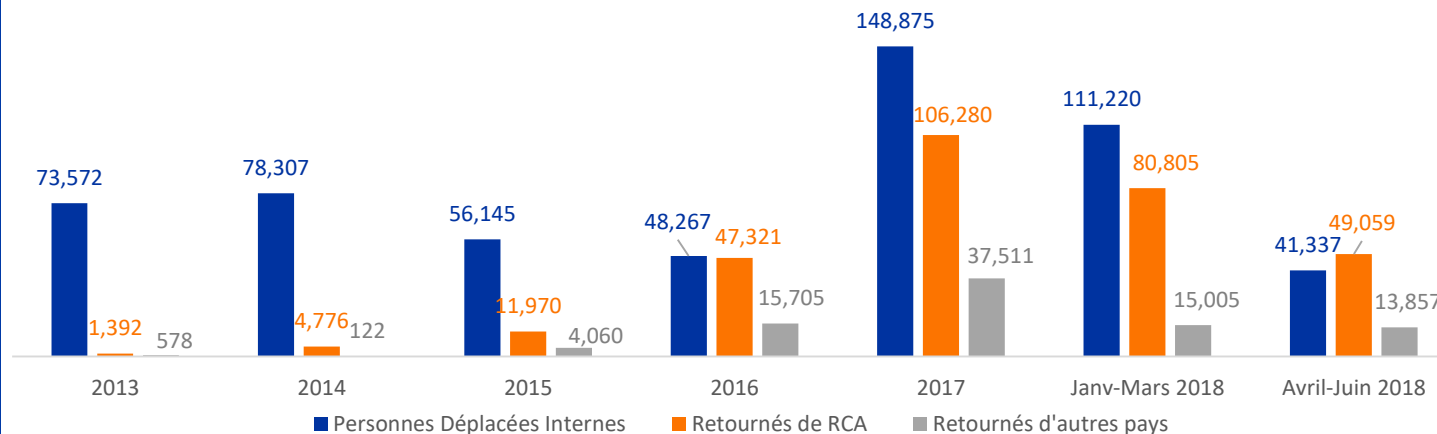
Raison de déplacement	Individus
Attaque sur la localité d'origine	326 117
Conflits intercommunautaires	201 652
Conflit armés sur localités voisines	25 165
Autres	4 255
Catastrophes naturelles	534
<b>Total</b>	<b>557 723</b>

*Retournés de RCA*


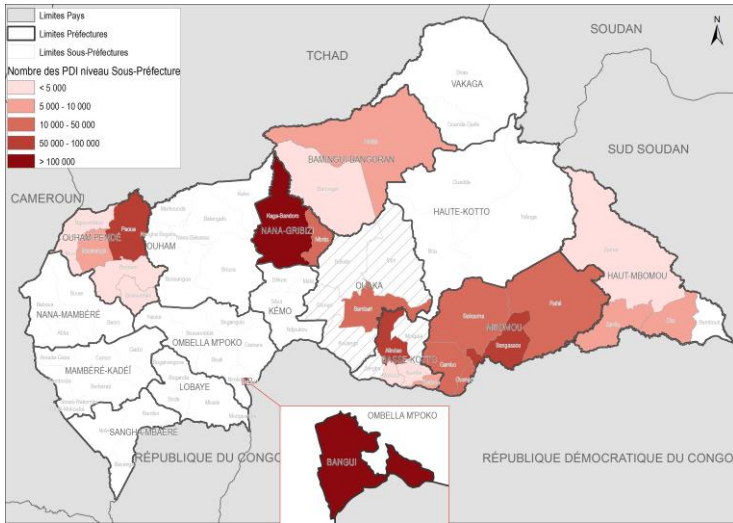
Raison de retour	Individus
Meilleure sécurité	119 955
Raisons économiques	90 586
Raisons familiales	43 502
Autre	40 199
Discrimination/persécution	7 361
<b>Total</b>	<b>301 603</b>

*Retournés d'autres pays*


Raison de retour	Individus
Autre	30 456
Meilleure sécurité	26 528
Raisons économiques	17 93
Raisons familiales	6 175
Discrimination/persécution	5 772
Expulsion	4
<b>Total</b>	<b>86 838</b>

**PERIODES DE DEPLACEMENT ET RETOUR**


## PERSONNES DEPLACEES INTERNES

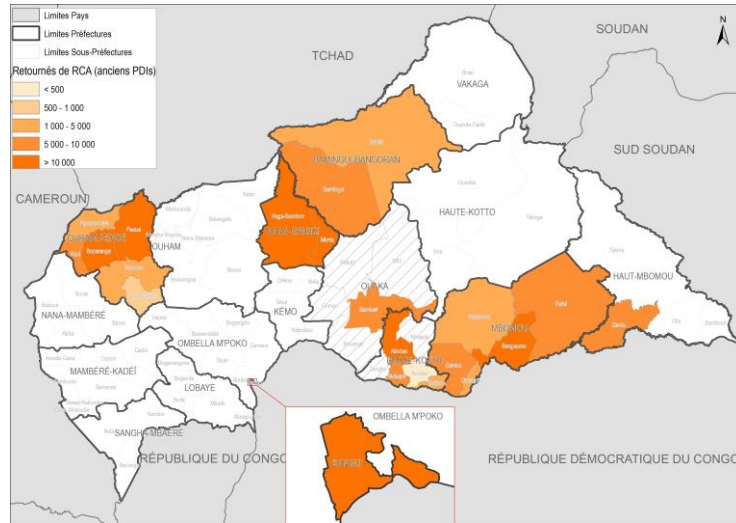


Un total de **557 723** personnes déplacées internes (117 888 ménages) a été identifié dans les huit Préfectures visées par ce round de la DTM.

Au total, 60% des mouvements des personnes déplacées internes ont eu lieu dans la même sous-préfecture, contre 13% entre deux sous-préfectures de la même Préfecture, et 27% entre différentes Préfectures. Autant de PDI s'étaient déplacées en 2017 (27%) qu'entre Janvier et Juin 2018 (27%). En comparaison, 13% des PDI actuels sont déplacés depuis 2013, 14% depuis 2014, 10% depuis 2015 et 9% depuis 2016.

La grande majorité des PDI a été déplacée du fait de conflits armés (326 117 individus, 58%) et de conflits intercommunautaires (201 652 individus, 36%). Certains individus ont été déplacés suite à une attaque sur la localité voisine à celle d'origine (25 165 individus, 5%), d'autres raisons non spécifiées (4 255 individus, <1%) et les catastrophes naturelles (534 individus, <1%).

## RETOURNES DE RCA (anciens PDI)

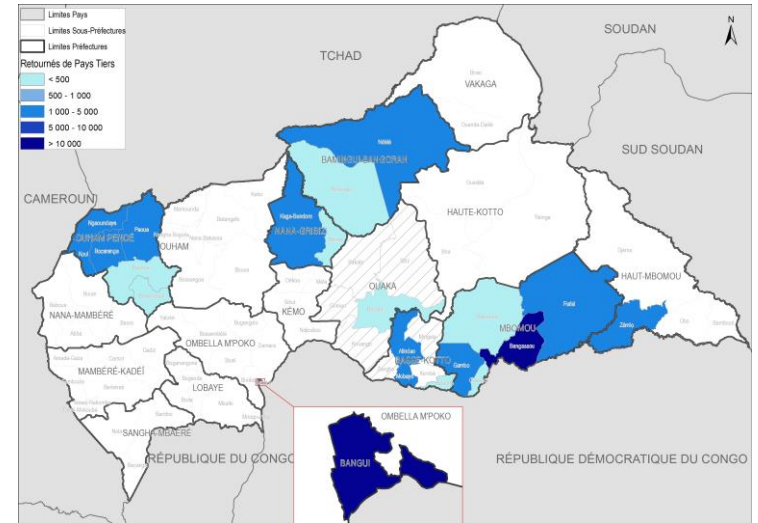


Un total de **301 603 individus** (62 633 ménages) retournés (anciens PDI) ont été identifiés au sein des 24 sous-préfectures couvertes pour ce round de collecte de données de la DTM.

La majorité de ces retours vers les zones d'origine sont dû à l'amélioration de la sécurité (119 955 individus, 40%). Les individus restants sont rentrés du fait de raisons familiales (43 502 individus, 14%), économiques (90 586 individus, 30%), et de la persécution (7 361 individus, 2%). Un total de 40 199 individus (13%) sont rentrés dans leur zone d'origine pour des raisons non spécifiées dans le questionnaire.

36% des l'ensemble des cas de retour motivés par des persécutions en zone de déplacement sont enregistrés depuis Janvier 2018 (proportion similaire en 2017), ce qui caractérise la persistance des hostilités engendrées par l'état d'insécurité actuelle dans les communautés enquêtées). Le fait que les conflits ethniques représentent 36% de l'ensemble de la population PDI semble corroborer ce point de vue lié aux tensions tribales. Depuis Avril, les mouvements de retour sont toutefois dominés par la quête de meilleures conditions économiques (8% sur les 16% de retours identifiés en Avril -Juin 2018 ).

## RETOURNES D'AUTRES PAYS



Un total de **86 838** Centrafricains retournés d'autres pays (18 783 ménages) a été identifié dans les huit Préfectures concernées par ce round de collecte de données.

La majorité de ces retournés reviennent du Tchad (27 999 individus, 32%), de la République Démocratique du Congo (27 764 individus, 32%) et du Cameroun (27 278 individus, 31%).

Ces retours ont débuté dès 2015 (4 060 individus, 5%), et ont pris de l'ampleur en 2016 (15 705 individus, 18%), avec un pic en 2017 (37 511 individus, 43%) et de Janvier à Mars 2018 (28 862 individus, 17%). 13 857 individus (17%) ont été identifiés entre Avril et Juin 2018.

**Tchad**

**27,999 individus (32%)**
**RD Congo**

**27,764 individus (32%)**
**Cameroun**

**27,278 individus (31%)**